

Pays basque : « Nous, membres de la société civile, n'ayant aucun lien ni subordination avec l'ETA, avons décidé d'enclencher le processus de désarmement de l'organisation armée, et de procéder à la destruction d'un premier stock d'armes »

lundi 19 décembre 2016, par [BERHOCOIRIGOIN Mixel](#), [ETCHEVERRY Jean Noël \(Txetx\)](#), [TUBIANA Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2016).

LA SOCIETE CIVILE A PRIS SES RESPONSABILITES ET A DECLENCHE LE DEMANTELEMENT DE L'ARSENAL MILITAIRE DE L'ETA

Opération policière en cours pour entraver cette initiative !

Nous, membres de la société civile, n'ayant aucun lien ni subordination avec l'ETA, avons décidé d'enclencher le processus de désarmement de l'organisation armée, et de procéder à la destruction d'un premier stock d'armes [1].

Nous appelons la société civile et tous les élus à se rassembler immédiatement et en masse, dans un esprit totalement paci que, pour soutenir la nécessité d'un désarmement ordonné et contrôlé.

Chacun doit prendre ses responsabilités pour que le processus de paix aille jusqu'à son terme. La responsabilité d'une paix juste et durable est entre les mains de chacun.

- Parce que nous voulons contribuer à un avenir sans violence et démocratique pour le Pays Basque
- Parce que nous avons la conviction que ce désarmement est une condition incontournable permettant d'aboutir à une résolution définitive du conflit, intégrant l'impossibilité d'un quelconque retour en arrière de la violence, la prise en compte de toutes les victimes avec les réparations que cela suppose dans le cadre d'une démarche de type "vérité et réconciliation", et la libération de tous les prisonniers en lien avec le con it basque.
- Parce que ces différentes étapes, pièces inséparables d'un processus global ne peuvent être franchies que s'il y a participation des Etats, dès la phase de désarmement.
- Parce qu'il faut sortir de cette situation absurde, où l'organisation armée veut remettre les armes à un Etat qui refuse que cela soit possible.
- Parce que 5 années après la Conférence pour la paix d'Aiete , et l'arrêt de la lutte armée, l'enlisement du processus peut engendrer des conséquences que nous ne voulons pas imaginer, nous avons demandé à l'ETA de transférer à la société civile la responsabilité politique de la destruction de la totalité de son arsenal militaire, et nous avons décidé d'engager cette destruction.

Michel Tubiana

Président d'Honneur
de la Ligue des Droits de l'Homme

Mixel Berhocoirigoin

Jean Noël Etcheverry (Txetx)

P.-S.

*

http://mediabask.naiz.eus/media/asset_publics/resources/000/349/155/original/Communique_personnalite_s.pdf

Notes

[1] Le premier stock correspond à environ 15% de l'arsenal mis sous scellé de l'ETA.